

## Nicolas Hulot et Stéphane Travert réunissent les acteurs vendredi

© 21/06/2018 |  Terre-net Média

**Les ministres de l'agriculture et de la transition écologique, Stéphane Travert et Nicolas Hulot, doivent mettre en place une instance chargée de surveiller la bonne marche du plan de sortie du glyphosate, herbicide controversé, en réunissant vendredi matin l'ensemble des acteurs, selon des sources concordantes.**

**S**yndicats agricoles, industriels, distributeurs, services de l'Etat, coopératives, chambres d'agriculture et instituts de recherche et d'innovation seront réunis, en présence de parlementaires et de représentants des régions, sous l'égide des deux ministres, a-t-on appris auprès du ministère de l'agriculture. En tout, une soixantaine de personnes sont attendues vendredi à 8 h 30 à Paris, dans une annexe de Matignon, l'hôtel de Cassini, pour une réunion de deux heures.

Elle doit permettre de mettre en place un comité de suivi ou une « task force » chargée de suivre la progression de **la sortie du glyphosate**, avec une composition et une fréquence de points d'étape qui doit être précisée. « Chacune des filières va devoir préciser, dans le cadre de ses objectifs **de réduction des phytos**, ce qu'elle va faire pour le glyphosate spécifiquement », a-t-on indiqué dans l'entourage du ministre de l'agriculture. « Demain avec Stéphane Travert, on réunit tous les acteurs de la filière et si jamais on n'est pas en situation de réaliser cet objectif en trois ans, on reviendra à la loi », a indiqué Nicolas Hulot sur l'antenne de France Info.

L'Assemblée nationale a rejeté fin mai des amendements, y compris LREM, qui visaient à graver dans la loi agriculture et alimentation cette sortie du glyphosate en 2021, le gouvernement voulant trouver d'abord une solution de rechange pour les agriculteurs.

« Ce qui est important déjà, sur le plan européen, on était partis sur 10 ou 15 ans, grâce à la France (ça a été ramené à) cinq ans, et en France elle-même on va le faire sur trois ans », a ajouté Nicolas Hulot. « En Europe, on me dit : "la France, vous en demandez toujours trop" ; et en France on me dit : "vous n'en faites pas assez" », a conclu le ministre.